

PROTOCOLE D' ACCORD

PREAMBULE

Dans le cadre de l'Axe 3 sur la Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes, l'analyse des facteurs de vulnérabilités et du ciblage des pauvres, deviennent ainsi les instruments privilégiés pour un accès équitable, aux services sociaux de base, aux instruments de gestion des risques et de protection sociale, à des mécanismes de transferts de revenus leur permettant de développer des résistances aux chocs et risques.

Suite à de nombreuses discussions, entre la CSO et le LARTES, il a été observé une meilleure connaissance des formes de vulnérabilités et de la dynamique de la pauvreté. Ce constat a suscité la nécessité d'établir une collaboration entre la CSO et le LARTES pour la réalisation des études sur la vulnérabilité au Sénégal et le ciblage des pauvres dans les régions de Louga, Saint-louis et Matam.

*Revoir
le contexte
Elts qui
justifient
la pertinence
de l'étude*

Pour ces motifs, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Entre :

D'une part la Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte contre la Pauvreté représenté par sa coordination, (Ministère de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entreprenariat Féminin et de la Micro Finance).

Et :

D'autre part le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES) représenté par son Coordinateur Scientifique.

A/ Objet

Article 1 : Le présent protocole a pour objet la réalisation des études sur la vulnérabilité au Sénégal et le ciblage des pauvres dans les régions de Louga, Saint-Louis et Matam (propositions jointes en annexe).

Article 2 :

L'étude sur la vulnérabilité portera sur :

- La mesurer l'étendue, la sévérité et la variabilité de la vulnérabilité,
- La typologie de la vulnérabilité (zones et couches exposées) et la combinaison des facteurs à l'origine de la chronicité de la vulnérabilité,
- Les mécanismes et leviers d'assistance durables selon les choix et stratégies opérés par les ménages et individus basés sur le vécu et la chronicité de la vulnérabilité.

L'étude sur le ciblage dans les zones de Louga, Saint-Louis et Matam portera sur :

- Les caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques des espaces domestiques dans lesquels, les pauvres sont concentrés;
- Les types de vulnérabilités et d'adversités auxquels ils sont confrontés.

B/ Mécanisme de collaboration.

Article 3 :

La réalisation des études est confiée LARTES (IFAN), qui travaillera en étroite collaboration avec la Cellule de suivi opérationnel (MFSNEFMF) et ses antennes régionales afin de prendre en compte les besoins informationnels de cette dernière notamment toute autre information jugée utile dans le cadre de la dite mission.

Le Coordonnateur de la Cellule de Suivi Opérationnel sera l'unique interlocuteur du LARTES dans le cadre de ce protocole notamment sur les aspects financiers.

*trop restreint
à l'espace
familial.
et les personnes
vulnérables ne
visent pas dans
l'analyse familiale*

*trop restrictif - parle d'étude sur la
vulnérabilité au Sénégal*

*le limiter
aux trois zones
peut-il de
mettre l'accent
sur la vulnérabilité
au niveau
national et
régional
Pas trop
restrictif*

*Maintenir
ou
améliorer
et appuyer
du ministère*

C/ Financement des activités

Article 4 :

La Cellule de suivi opérationnel des projets de lutte contre la pauvreté met à la disposition du LARTES un montant de 7.927.920 F cfa pour le financement de l'étude sur le ciblage dans les régions de Louga, Saint-louis et Matam et un montant de 11.965.470 F cfa pour la réalisation de l'étude sur la Vulnérabilité au Sénégal.

Le LARTES contribue à la réalisation des études, en mettant à disposition la base de données quantitatives, issue de l'enquête Vulnérabilités et Pauvreté Chronique au Sénégal. Ces données proviennent des enquêtes biographiques qui ont porté sur un échantillon de 2400 biographies tirées à partir de la base de sondage de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté (ESP, 2006), sur 75 districts de recensement à l'échelle du pays.

Article 5 :

Les modalités de paiement suivantes sont retenues :

La cellule de suivi opérationnel versera.....

Article 6 :

Chaque partie s'engage à prendre en charge selon ses procédures les activités qui relèvent de sa mission et de sa compétence.

D/ Obligations des contractants

D1/ Obligations du PAREP

*obligat = cso. de fait que
- commanditaire de l'étude*

Article 7 : La Cellule de suivi opérationnel des projets de lutte contre la pauvreté, s'engage à mettre à la disposition du LARTES toutes les informations relatives aux activités menées par les différents programmes.

Article 8 : La Cellule de suivi opérationnel, s'engage à apporter les appuis financiers nécessaires aux activités indiquées dans ce protocole.

D1/ : Obligations du CSE

Article 9 : Le LARTES, s'engage à veiller au bon déroulement et au respect du planning de production des livrables.

Article 10 : Le LARTES, s'engage à communiquer les informations sur toutes les activités relevant du présent protocole et à assurer en rapport avec la CSO, la diffusion publique auprès des acteurs et partenaires au développement à travers des ateliers de partage des résultats.

Article 11: Le CSO décline toute responsabilité pour ce qui a trait à l'assurance vie, l'assurance maladie, l'assurance accident, l'assurance voyage nécessaires pour le personnel chargé de rendre les services prévus. Cette responsabilité vis-à-vis de son personnel incombe au LARTES.

E/ Durée

Article 11 : Le présent protocole prend effet à partir de la date de signature. Les durées seront celles spécifiées par les propositions ci-jointes.

Article 12 : Toute activité non prévue dans le cadre du présent protocole doit faire l'objet d'une négociation entre les parties.

Article 13 : Toute modification du présent protocole doit faire l'objet d'un avenant.

F/ Litiges

Article 14 : Tout différend ou litige découlant du présent protocole sera réglé à l'amiable par voie de négociation, à défaut les parties font recours au tribunal compétent en la matière.

Article 15 : Documents

Les parties contractantes s'engagent à respecter la forme écrite pour toute notification liée à l'exécution du présent contrat.

Le présent contrat a été signé en deux exemplaires originaux par :

**LA CELLULE DE SUIVI OPERATIONNEL
DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETE (MFSNEFMF)**

LARTES (IFAN)

Ousmane KA, Coordinateur National

Abdou Salam FALL, Coordonnateur Scientifique

Fait à Dakar, le

ANNEXES

ANNEXE 1 : ETUDE SUR LE CIBLAGE DES PAUVRES DANS LES REGIONS DE LOUGA, SAINT-LOUIS ET MATAM

Le ciblage de la pauvreté pose en soi un problème théorique et méthodologique, relatif à l'identification de l'unité d'observation et d'analyse. Cette unité doit-elle privilégier l'individu, le ménage ou la famille (Callan, Nollan, 1991) ?¹ En effet, le choix d'étudier la pauvreté individuelle pourrait être biaisé par la non prise en compte de l'environnement social dans lequel la pauvreté germe et s'auto entretient. De même, le choix de la famille comme unité d'observation et d'analyse pose problème du fait de la difficulté de circonscrire au Sénégal, ce concept sur le plan socio-historique. Ce constat peut amener à privilégier donc le ménage dans le ciblage des pauvres. Ce choix peut être d'autant plus pertinent qu'en milieu rural, où l'on s'attend à trouver beaucoup de poches de pauvreté, le ménage renvoie souvent à une unité de consommation et de production.

Procéder à un ciblage des pauvres revient à les caractériser. Cette caractérisation prendra en compte deux catégories d'informations :

- les caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques des espaces domestiques dans lesquels, les pauvres sont concentrés;
- les types de vulnérabilités et d'adversités auxquels ils sont confrontés.

La prise en compte de ces catégories dans le ciblage des pauvres est basée sur le fait que pour beaucoup d'économistes, le bien-être des ménages ne doit pas seulement être mesuré sur la base de considérations économiques (revenus et dépenses) mais aussi en termes de risques donc de vulnérabilités qui les caractérisent (Ligon, Schester, 2003)².

¹ Tim Callan and Brian Nolan (1991), "Concepts of poverty and the poverty line", *Journal of Economic Surveys*, Vol.5, n°3, 243-261.

² Ligon E., Schechter L., "Measuring vulnerability", *The Economic Journal*, 2003, pp. 95-102

Cette étude sur le ciblage des pauvres va être menée dans les régions de Louga, de Saint-Louis et de Matam. Ces régions ont plusieurs caractéristiques communes et imbriquées. Les plus septentrionales du pays, elles sont souvent confrontées à des déficits hydriques importants. Or, leurs économies agropastorales sont largement dépendantes de la pluviométrie, ce qui explique leur grande vulnérabilité. L'insécurité alimentaire y est chronique. Cette chronicité contraste avec le potentiel de ressources que ces régions sont susceptibles de mettre au profit du développement du pays. Les deux régions de Saint-Louis et Matam possèdent 240.000 ha de terres irrigables dont la mise en valeur pourrait conduire à l'autosuffisance alimentaire du pays. La région de Louga est par excellence la première zone d'élevage du pays mais son handicap provient du type de système d'exploitation qui est extensif. La contribution de ces régions au développement du pays passe par la réduction des vulnérabilités de leurs couches vulnérables. Un des préalables de cette réduction des vulnérabilités est le ciblage.

Méthodologie :

Méthode de collecte des données

La collecte des données reposera sur l'administration d'un questionnaire administré dans 1000 ménages. Avec un échantillon de 1000 ménages, on peut raisonnablement avoir une marge d'erreur de l'ordre de 3 % pour un intervalle de confiance d'environ 95 %. Les 1000 ménages proviendront d'un sondage stratifié dans lequel les trois strates seront les régions de Louga, de Saint-Louis et de Matam. Le principe de stratification prendra en compte le poids démographique de chaque région.

Le questionnaire sera administré au chef de ménage. Il comprendra les rubriques suivantes :

- localisation du ménage
- caractéristiques socio-démographiques du ménage : composition du ménage (nom, age, sexe, niveau d'instruction, profession, lien avec le chef de ménage ; taille du ménage ;
- caractéristique de l'habitat ;
- revenus du ménage ;
- dépenses du ménage ;
- information sur le patrimoine du ménage : foncier, immobilier, animalier et autres rentes ;
- information sur l'alimentation au sein du ménage ;
- information sur la situation sanitaire du ménage ;
- information sur la situation migratoire des membres du ménage ainsi que sur les revenus de transfert des membres issus du ménage.

Méthode d'analyse des données

Compte tenu du type de l'étude à mener (ciblage), ce sont les méthodes d'analyses descriptives qui seront utilisées ici et en particulier, les analyses factorielles. Parmi celles-ci, nous allons privilégier l'analyse des correspondances multiples (ACM) qui permettra de montrer sur des plans factoriels, les groupes de pauvres.

Résultats attendus

Au terme de l'étude, les résultats suivants seront obtenus :

- les types de vulnérabilités zonales sont bien décrits ;
- les catégories de pauvres sont bien identifiées, leurs caractéristiques socio-démographiques, économiques et leurs vulnérabilités sont bien documentées.

BUDGET			
Désignation	Unité	Nombre/ mois	Total F CFA
Matériel bureautique et didactique			
Frais de photocopie des questionnaires (forfait)	500 000	-	500.000
Sous-total 1			500.000
Formation des agents enquêteurs			
Forfait Matériel et Restauration	10.000	15	150.000
Indemnités formateurs	25.000	4	100.000
Sous-total 2			250.000
Frais de recherche pour la collecte de données			
Honoraires enquêteurs	250.000 x9	1	2.250.000
Frais de déplacement enquêteurs	50.000 x 9	1	450.000
Frais de supervision des enquêtes			
Hébergement et restauration	50.000	5 j x 3 régions	750.000
Transport (forfait)	100.000	3 régions	300.000
Saisie des données	300.000	2	600.000
Sous-total 3			4.350.000
Frais de recherche pour analyse des données³			
Frais de recherche du Coordonnateur des études	30% x 700.000 = 210.000	3	630.000
Honoraires Spécialiste Interaction populations-développement-environnement	30% x 500.000=150.000	3	450.000
Honoraire Sociologue	30% x 500.000=150.000	3	450.000
Honoraires Statisticien-économiste	30% x 500.000=150.000	2	300.000
Sous-total 4			1.830.000
Total général 1			6.930.000
Frais institutionnels (10 %)			693.000
Total général 2			7.623.000
Imprévus (4 %)			304.920
TOTAL GENERAL			7.927.920

³ L'équipe pluridisciplinaire travaillera à hauteur de 30% du temps

NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET

Des frais de reprographie des différents outils de collecte sont estimés à 500.000 F.

L'étude sur le ciblage dans les zones de Saint-Louis, Matam et Louga va nécessiter la collecte de données. Une équipe de terrain composée de 9 enquêteurs sera sur chargée de la collecte pendant les trois zones pendant 1 mois. Ils percevront des honoraires mensuels de 250.000 F cfa en plus d'indemnités de déplacement sur le terrain de l'ordre de 50.000 Fcfa. Ceci pour un montant de global de 2.700.000 F cfa.

Des dépenses pour un atelier de formation des enquêteurs à l'utilisation des outils de collecte sur 4 jours, il s'agit d'indemnités pour les formateurs (4 x 25.000 Fcfa et des frais de transport et de restauration pour 15 personnes x 10.000 F cfa) sont estimées à 250.000 F cfa.

Cette phase ne sera pas de l'unique ressort des enquêteurs, les chercheurs seront impliqués pour la supervision du travail de terrain : 2 pour les récits de vie : ils percevront des honoraires mensuels de 250.000 F cfa en plus d'indemnités de déplacement sur le terrain de l'ordre de 50.000 Fcfa sur une période de 4 mois.

Cette phase ne sera pas de l'unique ressort du personnel de collecte, les chercheurs seront impliqués afin de conduire, d'accompagner et superviser le travail de terrain. Ce travail de supervision nécessite pour chaque mission de 5 jours par région des frais d'hébergement et restauration de 50.000 F cfa et de transport de 100.000 F cfa., soit un total de 1.050.000 F cfa.

Les données collectées seront saisies pendant 1 mois par deux opérateurs de saisie pour un montant de 300.000 F cfa par mois, soit 600.000 F cfa au total.

L'équipe de recherche pluridisciplinaire au sein du laboratoire (Le Coordonnateur, 1 Spécialiste Interaction Populations-Développement-Environnement, 1 Sociologue et 1 Statisticien-économiste) consacre de façon générale 50% du temps de travail global à ce type de travaux de recherche. Pour cette étude sur la Vulnérabilité au Sénégal, il sera consacré 30% de ces 50% :

- Le Coordonnateur recevra des frais de recherche pour un montant mensuel de $30\% \times 700.000 = 210.000$ sur 3 mois, soit 630.000 F cfa.
- Pour le Spécialiste (Interaction Populations Développement Environnement), il s'agit $30\% \times 500.000 = 150.000$ sur 3 mois, soit 450.000 F cfa.
- Pour le Sociologue, il s'agit $30\% \times 500.000 = 150.000$ sur 3 mois, soit 450.000 F cfa.
- Pour l'Economiste- Statisticien, il s'agit $30\% \times 500.000 = 150.000$ sur 2 mois, soit 300.000 F cfa.

Les frais institutionnels (10%) selon les règles de gestion de l'Université de Dakar, sont appliqués pour un montant global de 693.000 F cfa. Des imprévus fixés à 4 % du budget total soit de l'ordre de 304.920 F cfa.

Le budget total pour la réalisation des études est arrêté à la somme de 7.927.920 F cfa.

ANNEXE 2 : ETUDE SUR LA VULNERABILITE AU SENEGAL : ANALYSE LONGITUDINALE

Problématique

La pauvreté largement répandue au Sénégal (57% de la population vivent en deçà de la ligne de pauvreté), induit des effets directs sur la gestion du quotidien des populations tant en milieu urbain⁴ que rural avec 2/3 des ménages ruraux avec une tendance marquée vers la pauvreté chronique⁵. Un peu plus de 20% de ces ménages ont une consommation alimentaire pauvre, ce qui correspond à 1,2 million de personnes ayant une mauvaise consommation alimentaire (PAM, ESASU 2008).

Cette situation évolue dans le sens de la chronicité avec le maintien dans une pauvreté continue et plonge une grande partie des ménages et individus dans la vulnérabilité. D'ailleurs le DSRP II le souligne bien : « La situation de pauvreté accroît la vulnérabilité du fait du manque de revenus disponibles pour payer les services essentiels en temps de survenance d'un choc et l'impossibilité de recours à l'épargne, à l'emprunt et à des réseaux de solidarité. La vulnérabilité à son tour, renforce la pauvreté⁶ ».

Cependant, il n'existe pas de définition unique de la vulnérabilité, par exemple Chambers (1989) définit la vulnérabilité comme résultante des contingences externes à travers l'exposition aux risques multiples et des difficultés internes aux ménages et individus à faire face aux pertes. Quant à Ludwig, Walker et Hollings (1997), ils ont une approche plus systémique basée sur la capacité « innée » d'adaptation et de résistance dont le système est capable. Les individus ou ménages seraient donc plus ou moins vulnérables en fonction de leur résistance et capacité à protéger leurs moyens d'existence (Anderson et Woodrow, 1989).

D'autres tels que Kelly & Adger (2000), analyse la vulnérabilité comme le niveau d'exposition à un événement ou un changement et établissent une distinction entre vulnérabilité physique et sociale. La vulnérabilité sociale étant considérée comme résultante des réactions des individus face aux aspects physiques et la vulnérabilité

⁴ 52% des travailleurs cumulent des heures de travail très élevées avec un salaire inférieur au SMIG⁴ local

⁵ Dia, Niang (2008), Pauvreté et protection sociale au Sénégal : une revue des expériences des programmes de prise en charge des groupes vulnérables, Sénégal, 49 p.

⁶ Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP II), Sénégal 2006

physique se référerait au degré de l'exposition occasionnée par ces impacts physiques (Cutter 1996; Adger 1999; Wisner *et al* 2003).

L'ensemble de ces définitions fait référence au caractère multidimensionnel de la vulnérabilité que les analyses économiques de la pauvreté n'ont pas toujours pris en compte à travers les revenus et les dépenses de consommation pendant une période donnée. Par conséquent, les politiques conçues à cet effet, ont surtout portées sur la réduction de la pauvreté au détriment de la mesure du bien-être et de la capacité à anticiper et gérer le risque des ménages et individus.

Il est vrai que les aspects économiques ont toujours prévalu dans l'analyse de la vulnérabilité alors que les facteurs de vulnérabilité sont pluriels et peuvent être social, politique, sanitaire et socio-démographique, etc. Pour Bankoff (2004), cette multi dimensionnalité est renforcée par un processus cumulatif et de renforcement mutuel des différentes formes de vulnérabilité.

La notion de vulnérabilité apparaît ainsi plus englobante que celle de pauvreté parce que plus en phase avec la dynamique d'évolution ou de sécurisation des moyens d'existence, des risques et chocs potentiels, et du niveau de préparation et de résistance.

Objectif général

Cette étude sur la Vulnérabilité, adresse, à l'échelle nationale, la mesure du phénomène et l'ampleur des effets néfastes probables, la variabilité et de l'adaptation des ménages et individus dans des conditions de risque et d'incertitude. La production de connaissances dans ce domaine devrait permettre de mieux outiller les partenaires étatiques à affiner les stratégies d'intervention dans le cadre de l'Axe 3 du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP II) sur la protection sociale des groupes vulnérables et la prévention et gestion des risques majeurs et catastrophes.

Objectifs spécifiques

- Mesurer l'étendue, la sévérité et la variabilité de la vulnérabilité,

- Déterminer une typologie de la vulnérabilité (zones et couches exposées) et la combinaison des facteurs à l'origine de la chronicité de la vulnérabilité,
- Déterminer les capacités de résistance des différents groupes en rapport avec les formes de solidarité existantes, les mutations des structures familiales et les perceptions des individus sur leur état de vulnérabilité,
- Proposer les mécanismes et leviers d'assistance durables selon les choix et stratégies opérés par les ménages et individus basés sur le vécu et la chronicité de la vulnérabilité.

Sources de données, échantillonnage et méthode de collecte

La source de données utilisée est celle de l'enquête sur Vulnérabilités et la Pauvreté Chronique au Sénégal en cours, réalisée par le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES) de l'IFAN. Cette enquête utilise comme base de sondage l'échantillon des unités primaires qui sont les districts de recensement (DR) de l'enquête (ESP) réalisée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANDS) en 2006-2007.

L'enquête sur la pauvreté chronique porte sur 50% des DR de l'ESP, soit 75 DR, et dans chaque DR, il est tiré de façon aléatoire, un nombre de 16 ménages. Cela aboutit à un échantillon final de 1200 ménages. Le questionnaire biographique administré à deux personnes dans chaque ménage permettant ainsi d'atteindre au minimum 2300 biographies quantitatives, comporte les modules suivants :

- le module 1 sur les Caractéristiques socio-démographiques ;
- le module 2 sur l'Histoire des logements ;
- le module 3 sur les Etudes, l'apprentissage et la vie active ;
- le module 4 sur la Vie matrimoniale ;
- le module 5 sur les Enfants nés-vivants ;
- le module 6 sur la Santé ;
- le module 7 sur l'Histoire des personnes influentes ;
- le module 8 sur la vie associative et communautaire ;
- le module 9 de Synthèse, ce module synthétise les informations les plus capitales contenues dans tous les modules précédents.

Résultats attendus

- Les données exceptionnelles, collectées à l'échelle d'un échantillon représentatif de tout le pays, permettent pour la première fois de disposer

d'une base de ciblage des groupes de populations ayant basculé dans la pauvreté ou en situation de vulnérabilité.

- Le Ministère de la Famille disposera ainsi des différentes typologies des facteurs de vulnérabilités ainsi que des conditions de sortie de la pauvreté selon les profils familiaux.
- Une analyse à la fois quantitative et qualitative des dynamiques de la pauvreté en milieu urbain et rural au Sénégal par des procédés éprouvés de l'analyse longitudinale par les logiciels STATA et d'analyse biographiques pour Atlas TI.

Calendrier d'exécution

ACTIVITES		1	2	3	4
	Production des données quantitatives brutes				
	Analyse quantitative et interprétation des données				
	Production des outils d'aide à la décision et partage des résultats avec les partenaires				

Equipe de recherche

- ❖ Le Coordonnateur
- ❖ 1 Démographe
- ❖ 1 Sociologue
- ❖ 1 Statisticien économiste
- ❖ 3 Statisticiens

BUDGET				
Désignation	Unité	Nombre/ mois	Total F CFA	
Frais de recherche pour analyse des données quantitatives				
Honoraires des 3 statisticiens (à temps plein) pour la production des données brutes	1.000.000	2 mois x 3	6.000.000	
Sous-total 1			6.000.000	
Frais de recherche pour analyse des données⁷				
Frais de recherche du Coordonnateur des études	70% x 700.000 = 490.000	3	1.470.000	
Honoraires Spécialiste Interaction populations-développement-environnement	70% x 500.000= 350.000	3	1.050.000	
Honoraire Sociologue	70% x 500.000= 350.000	3	1.050.000	
Honoraires Statisticien-économiste	70% x 500.000= 350.000	2	700.000	
Sous-total 4			4.270.000	
Frais de formation analyse biographique (forfait)	500.000	-	500.000	
Sous-total 2			500.000	
Frais institutionnels (10 %)			1.077.000	
Sous total 6			11.847.000	
Imprévus (1 %)			118.470	

⁷ L'équipe pluridisciplinaire travaille à 70 % du temps.

TOTAL					11.965.470
--------------	--	--	--	--	-------------------

NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET

Les données quantitatives issues des questionnaires biographiques étant déjà collectées et saisies, il s'agit maintenant de passer à l'analyse biographiques qui sera réalisée par trois statisticiens à temps pendant 3 mois pour un montant total de 6.000.000 F cfa .

L'équipe de recherche pluridisciplinaire au sein du laboratoire (Le Coordonnateur, 1 Spécialiste Interaction Populations-Développement-Environnement, 1 Sociologue et 1 Statisticien-économiste) consacre de façon générale 50% du temps de travail global à ce type de travaux de recherche. Pour cette étude sur la Vulnérabilité au Sénégal, il sera consacré 70% de ces 50% :

- Le Coordonnateur recevra des frais de recherche pour un montant mensuel de $70\% \times 700.000 = 490.000$ sur 3 mois, soit 1.470.000 F cfa.
- Pour le Spécialiste (Interaction Populations Développement Environnement), il s'agit $70\% \times 500.000 = 350.000$ sur 3 mois, soit 1.050.000 F cfa.
- Pour le Sociologue, il s'agit $70\% \times 500.000 = 350.000$ sur 3 mois, soit 1.050.000 F cfa.
- Pour l'Économiste - Statisticien, il s'agit $70\% \times 500.000 = 350.000$ sur 2 mois, soit 700.000 F cfa.

Les frais d'organisation d'un atelier de mise à niveau pendant une semaine, pour l'analyse biographique des données quantitatives à l'intention de l'équipe des statisticiens, sont estimés à hauteur de 500.000 Fcfa (forfait).

Les frais institutionnels (10%) selon les règles de gestion de l'Université de Dakar, sont appliqués pour un montant global de 1.077.000 F cfa.

Des imprévus fixés à 1 % du budget total soit de l'ordre de 118.470 F cfa.

Le budget total pour la réalisation des études est arrêtée à la somme de **11.965.470 F cfa.**